Madagascar : Survol hebdomadaire de la presse francophone N°46 (du 15 au 21 novembre 2010)

La crise politique

◆ **La campagne référendaire s'est achevée par une nouvelle débauche de promesses.** 45 jours de campagne référendaire marqués par l'inégalité flagrante des ressources déployées par les partisans des différentes tendances, du fait notamment de l'absence de réglementation sur le financement des partis et des campagnes électorales, ainsi que les entraves mises à l'organisation de meetings par l'opposition. En dépit du manque d'enthousiasme des électeurs, pour nombre d'entre eux le référendum offre l'espoir de voir le bout du tunnel de la crise politique, quel que soit le contenu du texte soumis à leur approbation et qui n'a donné lieu à aucun débat. La lassitude est généralisée. En fin de campagne, nouvelles interrogations sans réponse concernant la baisse sensible du nombre d'inscrits sur les listes électorales, notamment dans la capitale. Certains ont suspecté une manœuvre visant à rehausser le taux de participation. Le scrutin n'a guère été couvert par les observateurs nationaux. Quelques observateurs africains, français, réunionnais et européens sont venus, sans mandat officiel. Des parlementaires français de l'UMP et aux sympathies pro-HAT ont été reçus par la présidence. Les partisans du « *Non* » ont reconnu ne pas pouvoir disposer de délégués dans tous les bureaux de vote.

◆ **A la veille du scrutin, meeting avorté de Monja Roindefo dans la capitale après une partie de cache-cache avec les autorités.** Il n'a pas été en mesure de renouveler la démonstration de force de ses rassemblements du sud du pays. Les forces de l'ordre se sont à nouveau opposées aux manifestations des 3 mouvances hors de l'enceinte du terrain privé du Magro. Un climat de tension régnait dans la capitale.

◆ **Le référendum s'est déroulé sans incident mais la liste électorale a connu de sérieuses défaillances.** Constatant le faible taux de participation et les difficultés soulevées par la liste, le gouvernement a pris à 13 heures une ordonnance pour reporter de 2 heures la fermeture des bureaux de vote. Il a permis également à des électeurs qui ne figuraient pas dans la liste de voter. L'Etat a ainsi pris le risque d'ouvrir la porte aux anomalies et aux fraudes, notamment aux votes multiples. La CENI a été mise au banc des accusés, certains allant jusqu'à affirmer que « *la préparation du référendum a été médiocre et inacceptable* ». Des plaintes ont été déposées auprès de la CENI et de la HCC, avec demande l'annulation du scrutin. La CENI s'est défaussée sur les centres informatiques régionaux et le ministère de l'Intérieur. Les partisans du « *Non* » déplorent l'absence de liberté d'expression et l'impossibilité d'intervenir dans les médias officiels. Les observateurs français, acquis à la cause du régime, se déclarent satisfaits de leur mission. Ils soulignent les carences de la CENI, explicable selon eux par l'attitude de la communauté internationale qui a refusé son concours. Ils comptent se faire l'écho de leurs constats auprès de la communauté internationale, qu'ils jugent « *déphasée* » et victime de « *désinformations* » concernant la situation réelle du pays.

◆ **Les résultats officiels du référendum ne sont pas encore connus.** Le taux de participation dépasserait les 50%, un chiffre un peu supérieur aux attentes des organisateurs. Le « *Oui* » l'emporterait avec un peu plus de 70% des suffrages exprimés. Les observateurs font remarquer que les 6 référendums précédents, depuis l'indépendance, ont toujours enregistré une large victoire du « *Oui* ».

◆ **A la veille du scrutin, l'armée s'est trouvée à nouveau au cœur de la bataille politique, à son corps défendant.** Marc Ravalomanana, Monja Roindefo et Zafy Albert ont interpellé tour à tour l'armée à prendre parti pour le « *vrai changement* », le « *rétablissement de l'Etat de droit et les droits de l'homme* ». Les responsables des Forces armées ont déclaré rester sereins malgré ces appels à la rébellion, tout en affirmant être informés de l'existence d'entreprises visant à soudoyer des militaires.

◆ **17 novembre : référendum le matin, tentative de coup d'État l'après-midi.** Un collectif de militaires de la base aéronavale d'Ivato (BANI) a déclaré avoir suspendu les institutions de la transition. Les auteurs sont, pour la plupart, ceux qui ont porté Andry Rajoelina au pouvoir 20 mois plus tôt. Ils se retrouvent aussi avec des militaires proches des 3 mouvances et de Monja Roindefo. Ils ont annoncé la création d'un « *Comité militaire de Salut public* ». L'annonce n'a pas été divulguée par les médias, et ceux qui s'y sont risqués ont été sévèrement rappelés à l'ordre. Andry Rajoelina a affirmé avoir reçu des menaces de mort et certains prétendent qu'il aurait échappé à un attentat. De laborieuses négociations se sont engagées durant 3 jours avec les mutins retranchés à la BANI, le régime laissant planer la possibilité de recourir à la force. L'ancien président Zafy Albert aurait convié ses compatriotes à rallier le Comité militaire mais le mouvement n'a pas reçu de soutien marqué des 3 mouvances et de la population, restée spectatrice. La personnalité de certains mutins, comme le redouté colonel Coutiti, n'a pas contribué à rendre crédible l'opération. Des rumeurs ont fait mention de l'existence d'une opération téléguidée par les trois anciens chefs d'Etat et Monja Roindefo. On pointait surtout du doigt Didier Ratsiraka, dont le retour annoncé (et une nouvelle fois différé) aurait pu coïncider avec la tentative de putsch. La rumeur faisait également état d'un plan visant à placer Raymond Ranjeva à la tête d'une nouvelle Transition. Les revendications des mutins sont supposées connues : règlement de la crise selon une formule consensuelle, respect des droits de l'homme, liberté de réunion et de rassemblement, libération de tous les prisonniers politiques, retour au pays des exilés, destitution des

ministres, respect des engagements pris en 2009 lors des Assises nationales militaires. Mais Sobika s'interroge sur leur motivation réelle : « *Que veulent-ils négocier ? De l'argent ? De l'honneur perdu ? Un poste dans la Transition ? Peut-être un peu de tout cela en fin de compte* ». Les autorités ont déclaré vouloir épuiser toutes les voies de la négociation mais elles s'efforcent d'évacuer toute la dimension politique du mouvement : « *C'est une action qui s'est déroulée dans un camp militaire. Il faut d'abord régler l'aspect militaire* ». Certains jugent que les putschistes ont surestimé l'appui dont il disposait dans les rangs de l'armée. La détermination des mutins restait malgré tout entière au 3^{ème} jour du conflit. « *C'est moi qui ai mis Andry Rajoelina à sa place et c'est moi qui le délogerai de là* », aurait déclaré le colonel Charles Andrianasoavina, l'ancien co-commandant de la FIS. La France et les Etats-Unis ont condamné fermement toute tentative de coup de force mais la France semblait accorder sa confiance aux autorités pour trouver une issue, alors que les Etats-Unis suggéraient que la situation résultait de l'attitude du pouvoir en place. Les Etats-Unis ne reconnaîtront pas les résultats du référendum. Et ce quelle qu'en soit l'issue.

Le 20/11 en fin de journée, on apprendait que 200 hommes de la FIS avaient lancé l'assaut et que tous les mutins (une vingtaine) s'étaient rendus, sans effusion de sang, après des tirs de sommation.

◆ **Une manifestation de l'AMM dispersée à coups de grenades lacrymogènes par les forces de l'ordre.** Rassemblés à l'appel de l'Association des Maires de Madagascar (AMM), quelques centaines de manifestants entendaient protester contre la tenue des élections municipales anticipées du 20 décembre. L'association se montre menaçante depuis quelques semaines envers tous les acteurs de la crise politique, elle milite pour une transition neutre qui excluait tous les protagonistes de la crise. Les forces de l'ordre sont intervenues sans ménagement et ont interpellé le président de l'AMM, Guy Maxime Ralaiseheno.

◆ **Ouverture de la deuxième session du Parlement de Transition.** Le Congrès sollicite le gouvernement sur les dossiers brûlants du report de la date des communales et de l'amnistie. Le groupe parlementaire de l'Escopol du CST se déclare favorable à des mesures d'apaisement et à la reprise du dialogue.

◆ **Un rapport de l'International Crisis Group (ICG) fait part de ses préoccupations et de ses suggestions.** L'organisation se prononce pour la tenue rapide d'élections crédibles dont les conditions (« *strictes* ») seront établies avec l'appui de la communauté internationale.

Droits humains, gouvernance

◆ **Hery Raharisaina, ex-député Tim : plus de 100 « détenus politiques ».** L'élu prétend détenir un décompte exact des prisonniers politiques. Le quotidien écrit : « *Signalons néanmoins que l'expression « détenu politique » n'a pas une définition claire dans l'île. En tout cas, le compte semble être bon si on qualifie de « détenus politiques » tous ceux arrêtés dans le cadre d'événements plus ou moins politiques* » : La Gazette rappelle l'appréciation fournie le 2 avril par le reporter de RFI : « *Dès sa prise de pouvoir, Andry Rajoelina a vidé les prisons des nombreux détenus politiques de l'ère Ravalomanana. Mais il les a aussitôt remplies avec ceux accusés de menacer son régime* ». Le quotidien souligne que « *sous cette transition, marquée par le trafic de bois de rose, le pillage des caisses de l'Etat, les détournements de deniers et ainsi de suite, personne (ou presque) n'a été jeté en prison pour ces raisons... Une situation qui nous rappelle le régime de Ravalomanana* ».

◆ **Le GTT international a déposé une plainte pour action urgente auprès du Haut Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies** suite à l'incarcération de Fetison Andrianirina et consorts. Il réclame leur libération sans condition. Demande relayée également par le Collectif des parlementaires Tim et par Raymond Ranjeva de retour du Vatican où il a participé au Conseil pontifical « *Justice et Paix* ».

◆ **Conférence épiscopale de Madagascar : des résolutions évoquent les maux dont souffre la société.** Elle dénonce « *ce qui prévaut actuellement : l'égoïsme à travers l'amour démesuré de l'argent, le non-respect de l'environnement, sans oublier les vols, la corruption, les violences, le non respect des droits des petits et des démunis. [...] La paix n'est pas simplement une absence de guerre, elle ne se réduit pas à l'établissement d'un équilibre entre forces adverses, elle est le fruit de la justice* ». L'association Justice et Paix, proche de l'épiscopat, regrette que des citoyens se laissent manipuler pour de l'argent, comme cela aurait été le cas lors des récentes émeutes. Elle se déclare troublé par la concomitance de mouvements revendicatifs et s'interroge sur leurs sources de financement.

◆ **Droits de l'Enfant : la crise a d'importants impacts. La peur du regain des violences plane sur les Tananariviens.** Les premières victimes restent les enfants. Le regain de tension dans la capitale coïncide avec l'ouverture de la semaine des Droits de l'Enfant. Les impacts de la crise ont profondément marqué les enfants, qui en subissent encore des séquelles. L'Unicef Madagascar rappelle que « *les droits de l'enfant doivent être respectés dans leur intégralité dans toutes les circonstances* ».

◆ **Mariages forcés :** Selon l'Unicef, le pourcentage de mineurs « *contraints* » au mariage a été de 39 % sur la période de 2000 à 2008 (29 % des jeunes en milieu urbain, 42 % en milieu rural).

◆ **Les conditions de vie à Maurice des ouvriers malgaches évoquées au Parlement mauricien.** Des plaintes ont été déposées par l'ambassade de Madagascar auprès du ministère du Travail. Plusieurs manifestations ont été organisées ces derniers temps par des expatriés pour dénoncer leurs conditions de travail et d'hébergement. L'ambassade menace de ne plus autoriser d'expatriations vers Maurice.